

ans

es vieux décident à notre place »



Pour Victoria et Lorena, apprenties coiffeuses, même en dessous de 18 ans, on peut avoir un esprit critique. © PIERRE-YVES THIENPONT.

poux concernés de leur intérêt. « A mon avis, en dessous de 18 ans, nous ne sommes ni assez matures, ni suffisamment informés pour avoir une opinion politique », glisse Moreno, un jeune d'origine italienne, du haut de ses 16 ans.

Se sentir légitime

La plupart des jeunes interrogés estiment que la mesure est pertinente mais ne se sentent pas suffisamment légitimes pour se rendre aux urnes. « C'est un changement positif parce que nous représentons une tranche d'âge plus jeune et moderne. Mais pour moi, la politique reste un truc d'adultes. Je ne suis pas habituée à ce qu'on me donne la parole », nous explique Rama, âgée de 16 ans. « Le problème est qu'on ne nous explique rien à l'école... On n'apprend ni le droit, ni les sciences politiques », se désolait-elle.

Les jeunes électeurs devront au préa-

lable s'inscrire sur le registre électoral et seront alors « tenus de voter ». Contrairement aux Belges majeurs – pour qui le vote est obligatoire –, la possibilité de voter aux élections européennes reste un choix pour les jeunes concernés. Pour Romain, âgé de 15 ans, pas de doute : « Vu que je ne suis pas obligé, je ne voterai pas ». Ni le temps, ni l'envie, ni l'intérêt... « Personnellement, je me sens trop jeune. L'idée de faire un mauvais choix, ça m'embête », ajoute-t-il.

Au contraire, pour Victoria et Lorena, âgées de 15 et 16 ans et apprenties coiffeuses, « ce n'est pas parce que nous avons moins de 18 ans que nous ne pouvons pas avoir un esprit critique ». Pour les jeunes, au-delà d'avoir le sentiment d'être entendus, « ce n'est pas normal que des personnes âgées entre 50 et 60 ans prennent des décisions pour nous. J'en ai marre que les vieux décident à notre place », conclut Eyman.

le politologue

« Le vote non obligatoire entraîne un double standard »

ENTRETIEN

CHARLOTTE HUTIN

Dès 2024, les ados de 16 et 17 ans sont invités à se rendre aux urnes pour élire leurs représentants européens. Un premier pas vers une vraie pratique de la démocratie qui, selon Robin Lebrun, docteur en sciences politiques et chercheur au Cevipol-ULB, pâtit de son caractère non obligatoire.

Le vote dès 16 ans aux élections européennes, ça répond à une volonté de lutter contre le soi-disant apolitisme des jeunes ?

Si l'on reprend le texte de loi, on voit qu'il y avait deux enjeux principaux : rapprocher le jeune citoyen du politique et favoriser une participation à plus long terme. Les partis politiques vont devoir s'intéresser à un public plus jeune et là, j'admets être un peu sceptique : vont-ils réellement faire l'effort ? Les élections européennes ne sont pas des élections de premier ordre. Ensuite, et ça c'est tout à fait louable, la volonté politique est de proposer une vraie pratique de la démocratie à un public qui n'y a généralement pas accès. En participant à une élection ou à des activités de participation citoyenne avant l'âge adulte, on joue sur la participation à plus long terme, mais aussi sur le niveau d'intérêt et de confiance envers la chose politique.



Il faut aller chercher les jeunes là où ils sont. Il n'est pas trop tard pour les informer



Il sera nécessaire de s'inscrire pour voter. Les jeunes vont-ils se saisir de cette opportunité ?

Il n'y aura pas de ruées vers les urnes. Le vote non obligatoire entraîne un double standard. On ne va pas favoriser l'intégration de tout le monde dans le jeu politique et je ne vois pas ce qui justifie un tel choix. On a parlé à un moment de considération légale... A mon sens, c'est surtout une occasion manquée. Je m'attends à un vote majoritaire des jeunes issus d'un certain niveau socio-économique, qui vote plutôt Ecolo ou MR.

La communication est-elle suffisante ?

Non. L'annonce a été faite dans les médias lorsque la loi a été votée. Ça a peut-être été répercuté par certaines écoles, mais est-ce qu'on a touché le public cible ? La proposition de Groen (d'interdire les examens au lendemain des élections, NDLR) n'est pas inintéressante. Si les jeunes ne sont pas obligés de voter et qu'ils doivent étudier, des choix pourraient se faire. C'est donc important qu'une campagne soit prévue, mais à voir comment elle sera réalisée. Il faut que les canaux soient adaptés. On a les écoles, mais on peut aussi penser aux réseaux sociaux. Il faut aller les chercher là où ils sont.

On a cette image d'une jeunesse qui a envie de faire entendre sa voix. Pourtant, beaucoup se sentent illégitimes pour prendre une décision éclairée.

Il n'y a pas une jeunesse mais des jeunes, avec des profils très différents d'un point de vue géographique, socio-économique. Les jeunes ont été très visibles lors des marches pour le climat. Mais, une minorité seulement avait participé. Par contre, il y avait un soutien relativement important. Il n'y a donc pas de désintérêt généralisé par rapport à la politique, ni un intérêt plus marqué. En revanche, il y a une évolution quant à la manière dont les jeunes s'engagent. On s'investit de moins en moins dans la politique dite conventionnelle comme aller voter, entrer dans un parti politique. On assiste à un glissement vers des activités politiques moins conventionnelles qui sont de s'intéresser à des causes particulières, plutôt qu'à une vision politique dans sa globalité.

t tout un droit et c'est vraiment génial»



REPORTAGE

PATRICE LEPRINCE

À gés de 16 ans ou un peu plus, ils sont une quinzaine ce mardi à prendre place dans une des classes du lycée Roger Lallemand, à Saint-Gilles. « Connaissez-vous la nouveauté concernant l'élection européenne de 2024 ? », interroge Valentine Jammaer, professeure de sciences sociales. « Quand on a 16 ans, on peut commencer à voter, non ? », répond d'entrée Aurore. Bingo.

Une avancée démocratique ? « Je trouve cela très bien car les jeunes, c'est le futur, mais je trouve aussi positif que cela ne soit pas obligatoire car certains suivraient sans doute l'avis de leurs parents », explique Shirane. « Même à 18 ans, je ne suis pas sûre que l'on s'y connaisse mais voter, c'est avant tout un droit et c'est vraiment génial ; je trouve donc que c'est bien de pouvoir le faire dès 16 ans. »

« Un monde où tout le monde s'aime »

Ilona embraille : « Plus tôt on permet aux jeunes de voter, plus tôt ils seront amenés à s'interroger là-dessus et en apprendre davantage. » Aurore est, elle, un brin plus réservée. « Entre 16

et 18 ans, quand tu as une opinion politique, c'est souvent celle de tes parents. A mon sens il serait bien d'aborder davantage cette question politique à l'école. » De son côté, Ilona estime que c'est déjà le cas. « Au-delà de la politique, le fait de nous apprendre à construire notre opinion, à formuler nos propres arguments et à avoir une plus grande ouverture d'esprit... Ecologie ou encore discriminations, on nous sensibilise énormément sur les problématiques actuelles, ce qui va nous aider à construire notre opinion politique plus tard. » Et Charlie d'ajouter : « En 5^e, on a eu le projet "prise de parole", chacun faisant un discours pour défendre une opinion en public. Cet espace a permis à chacun d'exprimer ses positions, notamment politiques, et c'était intéressant. »

Shirane fait un parallèle avec l'élection des délégués au sein de l'établissement. « On a notre bulletin, un isolement et on procède au dépouillement, cela ressemble fort à la situation dans laquelle on se retrouvera lorsque nous irons voter. » Si la montée des extrêmes interpelle les jeunes, comme Aurore, ils estiment qu'il ne faut surtout pas ignorer ce signal. « A gauche comme à droite, certains, peut-être frustrés, viennent avec des idées trans-

gressives ou mauvaises, mais cela doit nous permettre d'engager un débat pour contrer leurs opinions. Peut-être que, sans le vote, ces gens trouveraient une autre manière de s'exprimer, par la violence notamment. »

« Moi, j'ai très peur des extrêmes », indique sa voisine. « C'est pour cela que je trouve bien d'ouvrir le vote à 16 ans et surtout d'obliger les gens à aller voter. » Même si, relèvent plusieurs élèves, on peut parfois s'interroger sur « l'impression démocratique » du vote. Avec d'une part beaucoup de représentants issus d'un même sérail. Et d'autre part, le fait qu'« en Belgique, il y a énormément de partis qui font des compromis et des coalitions. Cela peut donner l'impression que, quoi que tu fasses, cela ne changera rien. »

Lorsque l'on demande à l'assemblée qui ira voter aux européennes en 2024, l'écrasante majorité des mains se lève. Mais pas toutes. « Je sais que c'est utile pour la société, mais je ne m'y connais pas du tout en politique, je pense que j'aurais beaucoup de mal à trouver un positionnement. »

Existerait-il une meilleure formule de représentativité ? Le tirage au sort est évoqué avant qu'une autre piste fasse l'unanimité, dans le sourire : « Un système où tout le monde s'aime. »

s des extrêmes, mais le reste, on ne connaît pas »



Elise et Camille aimeraient avoir accès à une information fiable et vivante sur la politique, comme « Hugo Décrypte » en France. © PIERRE-YVES THIENPONT.

elle aussi. « Nous n'avons aucune formation, aucune discussion à ce sujet. J'hésite à m'inscrire : j'aurais peur de prendre une mauvaise décision. »

Une éco-anxiété palpable

Passé une phase d'excuses et de gêne, les deux adolescentes expriment pourtant une volonté de se faire entendre face aux politiques. « Les jeunes ont des choses à dire pour le monde de demain. Nous sommes la génération qui va vivre sur cette planète dans cinquante ans. Et on ne nous entend pas assez », s'échauffe Elise. Leur anxiété face à la catastrophe climatique est manifeste. « La planète est en danger. Si on peut la sauver et ne pas tous mourir, je vote pour ça. C'est vraiment juste ça », continue-t-elle. « On ne sait même pas si on va pouvoir faire des enfants et leur offrir un monde potable au-delà de leurs 10 ans. Les personnes âgées qui ne comprennent pas l'urgence, je les trouve égoïstes. On dirait qu'elles se disent que, de toute façon, dans trente ans, elles seront enterrées », renchérit Camille.

Outre l'anxiété, la colère est très présente, face aux scandales politiques no-

tamment. « Sincèrement, pour moi, la politique, c'est nul », lâche Elise. « On n'entend jamais rien de positif et encore moins quand on parle de l'Union européenne. On ne voit que des menteurs, des égoïstes, des gens qui volent l'argent », développe Camille, qui regrette que la politique donne une image si peu reluisante et bienveillante.

Si leur intérêt est plus réduit lors des cours donnés par leurs professeurs, les deux adolescentes et leurs amis sont nombreux à suivre *Hugo Décrypte*, un jeune homme qui vulgarise l'actualité française sur les réseaux sociaux. « Grâce à lui, je connais mieux la politique française que celle de mon pays », souligne Camille. « Ce serait génial qu'il y ait un format comme ça en Belgique. Une source fiable qui nous explique l'actualité et la politique dans des formats courts, de manière vivante », appuie son amie. Car l'enjeu est important et les deux jeunes filles en sont bien conscientes. Manque la formation. Mais le goût peut venir, et vite. Comme en témoigne Elise, qui nous quitte enjouée : « Ça m'a donné envie de plus m'informer. »